

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

REQUEST FOR PROPOSAL

DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Bulk Hydrogen supply and Auto cross		
Solicitation No. - N° de l'invitation 31184-132665/A	Date 2013-10-03	
Client Reference No. - N° de référence du client 31184-132665		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HL-657-63614		
File No. - N° de dossier hl657.31184-132665	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-11-14		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Turner, Louie		Buyer Id - Id de l'acheteur hl657
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-3975 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-5227	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: NATIONAL RESEARCH COUNCIL CANADA BLDG M-50 1200 MONTREAL RD OTTAWA Ontario K1A0R6 Canada		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Fuel & Construction Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7A2, Place du Portage, Phase III
Gatineau, Québec K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM Destination	Plant/Usine	Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
1	Bulk Hydrogen supply and lease of Hydrogen Tube Trailers and Hydrogen Bulk Packs with Auto crossover - requirements, quatities and specifications as per Annex A.	31184	31184	1	Each	\$	XXXXXXXXXXXX	See Herein	

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des Besoin
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables
5. Livraison
6. Visite facultative

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des Besoin
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Clauses du Guide des CCUA
12. Préparation pour la livraison
13. Instructions d'expédition

Liste des annexes

- Annexe A Énoncé des Besoin
Annexe B Conditions générales supplémentaires relatives aux transactions d'équipement loué
Annexe C Établissement des prix et taux

Pièces jointes

Configuration du site pour l'hydrogène

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité

Cette demande de soumission ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Énoncé des travaux

Le besoin est décrit en détail à Annex A des clauses du contrat éventuel

3. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2013-06-01) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Remplacer les paragraphes 4 et 5 de la section 01 - Code de conduite et attestations - soumission, par ce qui suit :

4. Les soumissionnaires qui sont incorporés ou une entreprise à propriétaire unique, y compris ceux soumissionnant à titre de coentreprise, ont déjà fourni la liste des noms de tous les individus qui sont administrateurs du soumissionnaire, ou le nom du propriétaire, au moment de présenter un arrangement dans le cadre de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA). Ces soumissionnaires doivent diligemment tenir à jour la liste de noms en informant le Canada par écrit de tout changement survenant au cours de la période de validité de la soumission de même qu'au cours de la période d'exécution de tout contrat découlant de la présente demande de soumissions.
5. Le Canada peut, à tout moment, demander à un soumissionnaire de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229) pour toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : quatre-vingt dix (90) jours

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

5. Livraison

Bien que la livraison soit demandée pour le 1 mars, 2014 la meilleure date de livraison qui peut être offerte est le _____.

6. Visite facultative

Il est recommandé que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux d'exécution des travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux d'exécution des travaux, qui aura lieu le 17 octobre, 2013, à 09:30, à l'édifice **M-50 localisé au 1200, chemin Montréal, Ottawa (ON), K1A 0S2**. Les soumissionnaires sont priés de **communiquer avec l'autorité contractante au moins une (1) jour ouvrables** avant la visite prévue, pour confirmer leur présence et fournir le nom des personnes qui assisteront à la visite. On pourrait demander aux soumissionnaires de signer une feuille de présence. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite ou qui n'enverront pas de représentant. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite pourront tout de même présenter une soumission. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (2 copies papier)

Section II : Soumission financière (1 copies papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Mise en opération (le soumissionnaire doit préciser ici)

L'installation des réservoirs d'entreposage et du matériel connexe pour fins de mise en opération va nécessiter _____ jours de calendrier.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

1.1 Clauses du guide des CCUA

LES MODALITÉS SUIVANTES SONT INCORPORÉES AUX PRÉSENTES

Référence de CCUA	Section	Date
C3011T	Fluctuation du taux de change	2010-01-11
A9033T	Capacité financière	2012-07-16

Solicitation No. - N° de l'invitation

31184-132665/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hl657

Client Ref. No. - N° de réf. du client

31184-132665

File No. - N° du dossier

hl65731184-132665

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

1.2 Prix de la location des emballages en vrac d'hydrogène:

Le soumissionnaire doit joindre des taux mensuels fixes à sa proposition à l'annexe C, section 1, 1.1.

1.3 Prix de la location de remorques porte-tubes d'hydrogène:

Des taux mensuels fixes doivent être joints à la proposition du soumissionnaire à l'annexe C, section 1, 1.2.

1.4 Prix de l'hydrogène

Le soumissionnaire doit joindre des prix fixes par pied cube standard selon le besoin à sa proposition à l'annexe C, section 2.1

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

Toutes les soumissions doivent être complétées en détail et fournir toutes informations requises dans la demande de soumissions pour permettre une évaluation complète.

1.1.1 Critères d'évaluation - technique

Les facteurs OBLIGATOIRE énumérés ci-après seront pris en considération au moment de l'évaluation de chaque soumission :

- a) Conformité technique;
- b) Exigence de livraison;
- c) Documentation descriptive (s'il y a lieu);
- d) Acceptation des autres modalités établies dans la demande de soumission;
- e) Exécution de la demande de soumission.

1.1.1 Critères techniques cotés

Les critères techniques obligatoires suivants doivent être garantis par écrit dans la soumission et sera une cause de résiliation du marché si quelconque de ces quatre critères techniques obligatoires n'est pas respecté au cours du marché.

- a) La qualité de l'hydrogène telle qu'indiquée à l'annexe A.
- b) La quantité d'hydrogène le système doit livrer.
- c) La pression soutenue nécessaire selon l'annexe A.
- d) La fourniture continue d'hydrogène parce qu'il est essentiel que l'hydrogène ne manque jamais.

1.2 Évaluation financière

LES MODALITÉS SUIVANTES SONT INCORPORÉES AUX PRÉSENTES

Référence de CCUA
A0220T

Section
Évaluation du prix

Date
2013-04-25

1.2.1 Critères d'évaluation - financière

Les facteurs OBLIGATOIRE énumérés ci-après seront pris en considération au moment de l'évaluation de chaque soumission :

- a) Prix (prix ferme, en dollars canadien, DDP rendu droit acquittés destination Incoterms 2000).

2. Méthode de sélection - Articles multiples

La soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. La recommandation pour l'attribution d'un contrat se fera en fonction de la soumission recevable la plus basse globalement.

Le prix évalué sera déterminé à compter des prix indiqués à l'annexe C et sera le total de (a), (b) et (c), comme suit :

(a) Le taux de location mensuel indiqué sur la liste de prix à l'annexe C, 1.1, pour des remorques de tubes, applicable au marché de cinq (5) ans. Le calcul de l'évaluation de la soumission financière sera constitué du total des taux mensuels fixes des cinq années. La quantité à utiliser pour fin d'évaluation est un (1).

(b) Le taux de location mensuel indiqué pour chaque unité indiquée à l'annexe C, 1.2, pour des emballages en vrac, applicable au marché de cinq (5) ans. Le calcul de l'évaluation de la soumission financière sera constitué du total des taux mensuels fixes des cinq années. La quantité à utiliser pour fin d'évaluation est un (1).

(c) Le prix unitaire de l'hydrogène gazeux par pied cube standard indiqué sur la feuille de prix à l'annexe C, 2.1.1 pour hydrogène gazeux, applicable au marché de cinq (5) ans. Le calcul de l'évaluation de la soumission financière sera constitué du total des périodes de fourniture A à F, annexe A, qui sera calculé par le prix unitaire fixe de l'hydrogène pour chaque année multiplié par les quantités estimatives par période de fourniture indiquée à l'annexe A, Partie 6.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable ou sera considéré comme un manquement au contrat.

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - soumission des instructions uniformisées 2003. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) - Travail (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/index.shtml).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Énoncé des Besoin

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des Besoin qui se trouve à l'annexe A

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2010A (2013-04-25), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

2010C Conditions générales - services (complexité moyenne) (2013-06-27) section 16 et 17 s'appliquent au contrat et en font partie intégrante

3.2 Conditions générales supplémentaires

Conditions générales supplémentaires relatives aux transactions d'équipement loué s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4. Durée du contrat

4.1 Période du contrat

La durée du marché pour la location des remorques de tubes d'hydrogène, des emballages en vrac d'hydrogène ainsi que la fourniture et la livraison d'azote liquide couvrira la période de cinq (5) ans à compter de la date d'attribution (la date réelle du marché sera déterminée lors de l'attribution du marché, c'est-à-dire _____).

4.2 Respect des délais de livraison

L'entrepreneur est prié d'aviser le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux dans les plus brefs délais de son incapacité de respecter les délais de livraison fixés et de demander, par la même occasion, une prolongation du délai et de proposer un calendrier de livraison révisé tout en offrant avec sa demande une considération pour cette révision. Le ministère se réserve le droit, conformément aux conditions générales, **dérésilier le contrat, en totalité ou en partie, pour motif d'inexécution**, le jour ouvrable suivant la date de livraison établie dans le contrat.

4.3 Délai de livraison – Azote liquide:

Les livraisons découlant de ce marché doivent suivre un calendrier accepté par l'utilisateur final et le fournisseur.

NOTA : Nonobstant ce qui est susmentionné, les livraisons au **bâtiment M-50** doivent être effectuées **entre 8 h et 22 h**, conformément au règlement administratif sur le bruit.

4.3.1 Procédures de passation de commandes:

Le chargé de projet peut placer des commandes d'azote liquide en communiquant avec le fournisseur par téléphone ou courrier électronique (voir l'information sur les représentants des fournisseurs ci-dessous, sous 5.2), selon l'occasion.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Louie Turner, Spécialiste en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements, Secteur des achats commerciaux de la gestion de l'approvisionnement
Direction du transport et des produits logistiques, électriques et pétroliers
Division des produits pétroliers et des produits de construction (HL)
Portage III, 7A2, 11 rue Laurier
Gatineau, QC, K1A 0S5
Téléphone: (819) 956-3975 Télécopieur: (819) 956-5227
Courriel: louie.turner@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

	Renseignements généraux	Suivi de la livraison
Nom:	_____	_____
No de téléphone:	_____	_____
No de télécopieur:	_____	_____
Courriel:	_____	_____

6. Paiement

6.1 Base de paiement - prix unitaires fermes

6.1.1 Applicable à la location de remorques de tubes d'hydrogène et d'emballages en vrac – Taux mensuels fixes

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des taux mensuels fixes, précisés dans l'annexe "C". Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.1.2 Relatif à la fourniture et la livraison Hydrogène en vrac - prix unitaires fixes

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes précisés dans l'annexe "C". Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de **375,000.00\$**. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

6.3 Clauses du guide des CCUA - Modalités de paiement

Clause du guide des CCUA H1001C (2008-05-12), Paiements multiples

7. Instructions relatives à la facturation

- 7.1 L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément à l'information exigée dans l'article 10 du document 2010A, Conditions générales - biens (complexité moyenne).
- 7.2 Un bon de livraison doit accompagner chaque facture pour encourager un règlement rapide ou envoyer par télécopieur au 613-998-5701 après la livraison.
- 7.3 Adresse de facturation :
Conseil national de recherches du Canada
1200, chemin Montréal M-22
Ottawa (Ontario) K1A 0R6
- 7.4 Escompte des modalités de paiement :

Le CNRC peut payer des factures plus rapidement que la norme de net 30 jours. Prière de choisir l'option de paiement préférée indiquée ci-dessous :
2 % - 10 jours, Net 30
1 % - 20 jours, Net 30
Net - 30 jours
- 7.5 Le CNRC doit être crédité pour l'hydrogène laissé dans les remorques de tubes d'hydrogène.

8. Attestations

8.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires Indiqué à l'annexe B;
- c) 2010A (2013-04-25) Conditions générales - biens (complexité moyenne); 2010C Conditions générales - services (complexité moyenne) (2013-06-27) section 16 et 17
- d) Énoncé des Besoin;
- e) Annexe C, Feuille de prix;
- f) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ « clarifiée le _____ » **ou** « , modifiée le _____ ».

11. Clauses du guide des CCUA

LES MODALITÉS SUIVANTES SONT INCORPORÉES AUX PRÉSENTES

Référence de CCUA	Section	Date
A9068C	Règlements concernant les emplacements du gouvernement	2010-01-11
B1505C	Transport des matières dangereuses	2006-06-16
B7500C	Marchandises excédentaires	2006-06-16
D3015C	Marchandises dangereuses/produits dangereux	2007-11-30
G1005C	Assurances	2008-05-12

12. Inspection et acceptation

Le chargé de projet sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

Solicitation No. - N° de l'invitation

31184-132665/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hl657

Client Ref. No. - N° de réf. du client

31184-132665

File No. - N° du dossier

hl65731184-132665

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

13. Instructions d'expédition - livraison à destination

1. Les produits doivent être consignés à la destination indiquée dans le marché et livrés DDP au **CNRC, 1200, chemin Montréal, (bâtiment M-50) Ottawa (Ontario) K1A 0R6**, Incoterms 2000 pour des livraisons d'entrepreneurs commerciaux.
2. L'entrepreneur est responsable de tous les frais de livraison, de l'administration, des coûts et risques de transport et du dédouanement, y compris le paiement des droits de douane et taxes.
3. Les bons de livraison et les COA doivent être déposés dans une boîte de dépôt à l'extérieur du M-50

ANNEXE "A"**ÉNONCÉ DES BESOIN****Appel d'offres en matière d'alimentation en hydrogène****1) CONTEXTE**

Il existe actuellement des installations de croissance épitaxiale dans le bâtiment M-50 du campus du portefeuille des technologies de l'information et des communications du Conseil national de recherches du Canada (CNRC), qui se trouve au 1200, chemin Montréal. La croissance épitaxiale effectuée dans celles-ci dépend d'un approvisionnement continu et ininterrompu en hydrogène gazeux (H₂) stocké sous pression dans un abri extérieur voisin qui comporte deux (2) ensembles de stockage en vrac (ESV) composés de seize (16) bouteilles et raccordés de manière à former un système de commutation automatisé. La commutation entre les ESV vise à assurer un approvisionnement ininterrompu lorsque la pression d'un ESV diminue. Lorsqu'une pression de commutation réglable est atteinte, un contact sec est déclenché et un signal envoyé au CNRC, afin que ce dernier demande le remplacement d'un ESV épuisé, tandis que le second ESV continue d'être exploité. L'ESV épuisé est alors isolé et sa canalisation de raccordement souple purgée avec de l'azote (N₂), puis l'ESV est retiré et expédié jusqu'à des installations de remplissage. Un ESV de remplacement est ensuite installé selon la même procédure, puis, après son raccordement, sa canalisation est purgée de manière cyclique avec du N₂ (jusqu'à une cheminée d'évacuation), puis avec du H₂, avant d'être mise sous pression avec du H₂ et mise en service.

2) BESOIN**2.1 Spécification et procédés**

Le CNRC doit accroître sa capacité d'alimentation ininterrompue en H₂, afin d'augmenter son offre de services en matière de croissance épitaxiale. Il doit construire une installation extérieure de stockage sur place et de distribution de H₂ en vrac au moyen de remorques porte-tubes (RPT). Le présent appel d'offres (AO) vise un approvisionnement continu et ininterrompu en H₂ au moyen de RPT, ainsi que les éléments ci après.

- A) Un RPT doit être exploitable en tout temps sur place (le H₂ doit être utilisable 24 h sur 24, 365 jours par année).
- B) Les RPT doivent être livrés et installés automatiquement, afin de satisfaire les besoins en matière d'exploitation continue.
- C) Il faut concevoir et installer sur place un poste d'alimentation en H₂ très pur qui est conçu pour des RPT jumelles, doté d'une commande de sélection manuelle de chacune des RPT, ainsi que d'une fonction de commutation totalement automatique servant à exploiter la réserve (source auxiliaire) de H₂ située sur place et à ainsi maintenir la pression nécessaire dans la canalisation d'alimentation en H₂. La réserve n'est pas destinée aux opérations courantes, et la commutation d'une RPT à l'autre est effectuée manuellement par le fournisseur au moment de la livraison. L'espace n'est aucunement restreint, mais toutes les mesures doivent être vérifiées par le fournisseur. Les dessins d'atelier doivent être approuvés par le CNRC.

- D) Il faut fournir deux (2) ESV composés de seize (16) bouteilles de H2 de 2450 lb/po2 respectant la spécification pertinente en matière de pureté, afin d'installer une réserve de H2 sur place.
- a) Les ESV doivent être remplaçables séparément sans que la pression d'alimentation ou la qualité du H2 ne soit touchée.
 - b) Chaque raccord d'ESV doit pouvoir être purgé lors de l'installation, afin de maintenir la qualité du H2.
- E) Toutes les parties du système de commutation manuel et automatique et les canalisations souples des RPT doivent pouvoir être purgées avec du N2 au moyen de la cheminée d'évacuation conçue et fournie par le vendeur. De plus, chaque partie du système doit pouvoir être isolée, afin que rien ne nuise à l'approvisionnement continu en H2, selon le degré de pureté établi.
- F) Le système de télémétrie à lignes téléphoniques fourni par le vendeur de H2 doit être conçu pour surveiller continuellement la pression de fonctionnement de la ou des RPT. Le vendeur doit pouvoir fournir au CNRC des données historiques rattachées à des dates particulières, notamment par le biais d'une interface Web ou d'un tableur électronique. Les données historiques doivent porter sur la pression, les alarmes et les livraisons, ainsi que demeurer à la disposition du CNRC pendant au moins six (6) mois, mais idéalement durant un (1) an. Le vendeur doit présenter au CNRC un relevé détaillé à ce chapitre, dans son offre.
- G) Capacité de réapprovisionnement automatique : Le vendeur doit surveiller les données télémétriques, ainsi que livrer et installer une RPT de remplacement avant qu'une RPT ne soit épuisée et que l'on ne recourt à la réserve. La commutation d'une RPT à l'autre doit être effectuée à une pression qui assure le maintien de la pureté du H2.
- H) Points d'accès du CNRC relatifs aux alarmes :
- a) commutation vers les ESV de réserve - un contact sec NC-NO (normalement fermé-normalement ouvert) est préférable;
 - b) pression d'alimentation faible dans une canalisation de H2 - un contact sec NC-NO est préférable;
 - c) pression faible dans une RPT - contact de 4 à 20 mA ou (préféablement) contact sec.
- I) Le système de stockage de H2 en vrac doit être conçu conformément à la plus récente version de la norme B31.3 (canalisations de traitement) de l'ASME et de la norme nationale du Canada CAN/BNQ 1784-000/2007. Le plan du système de commutation automatique doit comporter le timbre d'un membre de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario et être soumis à l'examen et à l'acceptation finale du CNRC. Le système doit être enregistré auprès de la Commission des normes techniques et de la sécurité de l'Ontario et comporter un numéro le prouvant.
- J) L'ensemble du matériel, des canalisations, des tuyaux, des raccords, des instruments de mesure, des soupapes et des composants qui sont en contact avec du H2 et raccordés au système d'alimentation en N2 doivent être choisis de manière à ce que la pureté du gaz dépasse les valeurs suivantes.

Spécification minimale en matière de pureté > 99,99 %

• N2	< 25 ppm
• méthane (CH4)	< 5 ppm
• dioxyde de carbone	< 0,5 ppm
• monoxyde de carbone (CO)	< 1 ppm
• humidité (H2O)	< 3,5 ppm
• oxygène (O2)	< 5 ppm
• matières particulaires	< 0,01 um

- K) Le vendeur doit prélever des échantillons de H₂ au moins deux fois par an et présenter des certificats d'analyse au CNRC pour chacun de ceux-ci, afin de prouver que le H₂ livré respecte toujours les spécifications pertinentes. Il lui incombe d'intégrer un poste d'échantillonnage et de s'assurer que la conception du poste et que les procédures d'échantillonnage n'entraînent aucune contamination du système ou de ses canalisations. Le CNRC doit préalablement approuver la conception et les procédures. Les intervalles d'échantillonnage doivent être d'environ six (6) mois, mais les dates d'échantillonnage devraient être établies ou changées de façon à échantillonner le H₂ d'une RPT lorsqu'il est presque épuisé et que les concentrations d'impuretés sont maximales. Un certificat d'analyse doit être présenté au CNRC dans les deux semaines suivant un échantillonnage.
- L) Exigences relatives à l'alimentation en H₂ :
- a) pression manométrique de fonctionnement : de 150 à 225 lb/po2 (point de réglage) +/- 5 %;
 - b) pression manométrique admissible : 250 lb/po2;
 - c) température nominale : de -40 à 185 oF;
 - d) débit : de 0 à 500 litres standards par minute;
 - e) débit maximal : 500 litres standards par minute à une pression manométrique de 150 lb/po2.
- M) Alimentation en N₂ :
- a) pression manométrique de fonctionnement : 100 lb/po2 +/- 10 %;
 - b) pression manométrique admissible maximale d'entrée : 145 lb/po2.

2.2 RPT

Le socle existant est conçu pour supporter 38 000 kg par RPT.

Il peut compter au plus deux (2) RPT en même temps.

La pression manométrique admissible maximale de stockage sur place est de 2400 lb/po2 +/- 10 %.

Le fournisseur doit déterminer la taille des RPT en fonction de l'inventaire.

La pression manométrique admissible minimale est de 350 lb/po2 pour les RPT. Tout écart doit préalablement être approuvé par le CNRC.

2.3 Système de commutation automatique

Le système de commutation automatique fourni doit pouvoir se raccorder à l'une des RPT stationnées dans l'un des deux espaces prévus par le biais d'un raccord souple issu de la RPT et propre après avoir été purgé avec du N₂. Les opérations courantes impliquent que le vendeur surveille la consommation de H₂ et la diminution de pression dans les RPT et qu'il expédie automatiquement une RPT de remplacement, s'il y a lieu, avant que des impuretés associées à la pression décroissante ne posent un problème. La RPT de remplacement doit être stationnement dans un espace libre, raccordée au distributeur approprié et purgée de manière ininterrompue grâce à la source de N₂ disponible. Le vendeur doit ensuite faire passer manuellement les sources d'alimentation d'une RPT à l'autre sans interrompre l'approvisionnement en H₂ ni réduire la pression et la pureté du gaz. Il doit aussi purger la canalisation de raccordement de la RPT à remplacer avec du N₂ et la cheminée d'évacuation appropriée, puis retirer la RPT en s'assurant de donner un crédit au CNRC pour le H₂ qui demeure dans cette dernière.

Une fois qu'il est raccordé au bâtiment approprié et qu'il assure une alimentation à une pression réglable par l'opérateur, le système doit pouvoir en tout temps faire passer automatiquement l'alimentation de la RPT exploitée à l'ESV en place selon la pression mesurée, ce qui doit émettre une alarme (contact sec) destinée au CNRC. La commutation automatique vers l'ESV de réserve NE devrait PAS constituer une méthode d'approvisionnement, mais plutôt une mesure de secours mise en œuvre si un imprévu retarde la livraison d'une RPT de remplacement.

Le distributeur de commutation automatique fourni doit présenter une pression manométrique nominale sûre de fonctionnement de 250 lb/po2.

- La pression manométrique de refoulement doit être réglable par l'utilisateur (sous 225 250 lb/po2).
- Le système de commutation automatique fourni doit assurer un débit continu et ininterrompu de H2 de 500 litres standards par minute (17,7 pi3/m) à une pression manométrique de sortie de 160 lb/po2.
- Il doit se prêter au degré de pureté et aux concentrations de matières particulaires qui doivent être maintenus.
- Il doit être protégé contre les intempéries.
- Son distributeur doit être étanche et avoir fait l'objet d'une vérification à ce chapitre.
- Les tuyaux souples de remplissage doivent se composer d'un acier inoxydable dont le calibre se prête à la pression intégrale à laquelle les tuyaux d'alimentation en H2 sont soumis. Ils doivent aussi présenter un numéro d'enregistrement canadien (NEC).
- Le fournisseur de H2 doit soumettre à l'examen et à l'approbation finale du CNRC les procédures détaillées écrites d'installation, de mise en service, de retrait, ainsi que d'installation, de retrait et de purge, des canalisations de la réserve de H2.
- Il doit concevoir le système de commutation automatique (H2 et N2) de manière à ce qu'il convienne à l'espace disponible sur le socle de béton existant.
- La conception du système doit prévoir l'intégration d'un dispositif de surpression.
- Tous les composants doivent être étiquetés et identifiés en conséquence sur le plan des canalisations et des instruments.

2.4 Spécification relative à la pureté du H2

Un certificat d'analyse approprié doit être présenté lors de chaque livraison de RPT de H2. La pureté du H2 doit respecter les valeurs admissibles minimales suivantes.

Spécification minimale en matière de pureté > 99,99 %

o	N2	< 25 ppm
o	méthane (CH4)	< 5 ppm
o	dioxyde de carbone	< 0,5 ppm
o	monoxyde de carbone (CO)	< 1 ppm
o	humidité (H2O)	< 3,5 ppm
o	oxygène (O2)	< 5 ppm
o	matières particulaires	< 0,01 um

2.5 Critères techniques obligatoires

Si l'un des critères ci-après n'est pas respecté durant le contrat, ce dernier pourrait être résilié.

- a) Qualité de l'hydrogène indiquée à l'annexe A
- b) Quantité d'hydrogène devant être fournie par le système
- c) Pression devant être maintenue conformément à l'annexe A
- d) Alimentation continue en hydrogène (il est crucial qu'aucun épuisement ne survienne)

3) PRODUITS LIVRABLES

- 1) Le vendeur doit installer et vérifier le fonctionnement du distributeur de commutation automatique et manuel d'ici le 1er février 2014.
- 2) Les fiches signalétiques pertinentes du SIMDUT et du fournisseur doivent être fournies électroniquement avant la livraison initiale du H2 et être actualisées selon les exigences réglementaires.
- 3) Une RPT doit se trouver sur le site du CNRC le 1 mars, 2014.
- 4) Des bordereaux de livraison, ainsi que le numéro de référence de la commande subséquente, doivent être joints à chaque facture.
- 5) Un certificat d'analyse approprié doit être présenté lors de chaque livraison de RPT.
- 6) L'interface permettant au CNRC d'accéder à des données historiques doit faire l'objet d'une démonstration préalablement à la première livraison de RPT.
- 7) Le vendeur doit fournir au CNRC un plan des canalisations et des instruments, des plans de la configuration, des plans d'atelier et des plans conformes à l'exécution de tout le matériel et l'équipement utilisés.
- 8) Il doit inspecter tous les composants et les ensembles pour en vérifier l'intégrité au moins une fois par an, ce qui s'ajoute aux inspections effectuées lors des livraisons. Le vendeur doit fournir au CNRC les procédures, les calendriers et les rapports d'inspection.
- 9) Il doit garantir une intervention dans les six (6) heures suivant une alarme ou un appel d'urgence issu du CNRC.
- 10) Il doit fournir au CNRC les coordonnées du personnel pouvant être joint en tout temps et maintenir celles-ci à jour tout au long du contrat.
- 11) Il doit fournir et installer tous les panneaux devant être fixés à la clôture entourant les installations d'approvisionnement en H2.
- 12) Il doit fournir au CNRC les procédures écrites que les conducteurs doivent suivre pendant la livraison, le raccordement et la purge des RPT.

4) RESPONSABILITÉS DES VENDEUR

- 1) Le coût du H2 associé à la défaillance d'un équipement installé par le vendeur choisi doit être payé par le fournisseur.
- 2) Le coût de toute réparation découlant de la défaillance d'un équipement fourni par le fournisseur doit être payé par ce dernier.
- 3) Le CNRC ne devra pas payer pour le H2 qui restera dans les RPT remplacées, mais uniquement pour le H2 utilisé.
- 4) Le CNRC doit obtenir un crédit pour le H2 restant dans une RPT.

5) QUALIFICATIONS DES VENDEURS

Pour que leurs soumissions soient jugées admissibles dans le cadre du présent AO, les vendeurs doivent présenter une description écrite de la capacité de leur entreprise, ainsi que démontrer clairement qu'ils sont capables de gérer et de fournir à des clients des RPT de H2 et qu'ils le font actuellement. Ils doivent fournir au CNRC une liste sur laquelle figurent le nom de cinq clients actuels et les coordonnées des autorités contractantes concernées. De plus, ils doivent prouver à la satisfaction du CNRC l'existence d'une infrastructure de surveillance et d'approvisionnement bien établie et fournir des documents à l'appui, afin de démontrer qu'ils sont clairement capables de gérer les ressources nécessaires à la livraison " juste à temps " de RPT destinés à un approvisionnement ininterrompu en H2.

6) PÉRIODES D'APPROVISIONNEMENT EN H2 ET UTILISATION ESTIMÉE

(consommation moyenne estimée par période)

Période A - du 1er mars au 31 août, 2014 - 4500 pi3 (std) par semaine (mise en service)

Période B - du 1er septembre au 28 février 2014 - 7500 pi3 (std) par semaine (accroissement)

Période C - du 1er mars au 28 février 2015 - 9500 pi3 (std) par semaine

Période D - du 1er mars au 29 février 2016 - 10 500 pi3 (std) par semaine

Période E - du 1er mars au 28 février 2017 - 12 000 pi3 (std) par semaine

Période F - du 1er mars au 28 février 2018 - 14 000 pi3 (std) par semaine

Nota : Des ESV supplémentaires pourraient s'avérer nécessaires ultérieurement si la consommation de H2 surpasse la réserve sur place.

7) OPTION DE PROLONGEMENT DU CONTRAT

L'entrepreneur donne l'option irrévocable au gouvernement du Canada de prolonger le contrat d'au plus (six mois) selon les mêmes modalités. Il accepte d'être payé conformément aux modalités de paiement rattachées au contrat pendant la période de prolongement de ce dernier. Le prix pour l'année 5 doit correspondre à celui fixé selon l'option pertinente du contrat.

Le gouvernement du Canada peut se prévaloir de cette option en tout temps en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins trente (30) jours civils avant la fin du contrat. Cette option n'est octroyée qu'à l'autorité contractante et ne fera l'objet d'une modification au contrat qu'à des fins administratives.

ANNEXE «B »**Conditions générales supplémentaires relatives aux transactions d'équipement loué****1. Interprétation**

1.1 Dans le contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

- A. « conditions générales » désigne les conditions générales qui font partie du contrat, applicable au matériel loué;
- B. « date de livraison » désigne la date précisée dans le contrat pour la livraison du matériel loué;
- C. « documentation relative au matériel loué » désigne l'ensemble des manuels, livrets, guides d'utilisation et autres documents écrits en langage courant que l'entrepreneur doit fournir au Canada conformément au contrat pour être utilisés avec le matériel loué, que cette documentation soit fournie sous forme imprimée ou sur un autre support électronique d'information, tel qu'un cédérom;
- D. « matériel loué » désigne le matériel loué en vertu du contrat;
- E. « pleinement fonctionnel » désigne le matériel loué qui fonctionne conformément aux spécifications; ainsi, toutes ses fonctions peuvent être utilisées;
- F. « prêt à être utilisé » désigne le matériel loué qui a été livré par l'entrepreneur et, le cas échéant, ce dernier l'a installé, intégré et configuré de façon à ce qu'il soit pleinement fonctionnel;
- G. « spécifications » , malgré la définition contenue dans les conditions générales, désigne la description fonctionnelle ou technique des travaux indiquée ou mentionnée au contrat, y compris les dessins, les échantillons et les modèles ainsi que, sauf incompatibilité avec tout autre élément du contrat, la description indiquée ou mentionnée dans une brochure, un document relatif au produit ou tout autre document fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat, ainsi que toute documentation technique publiée ou mise à la disposition du grand public par le fabricant de toute partie du matériel loué;
- H. « temps de panne » désigne la période, calculée en heures et minutes complètes, au cours de laquelle le matériel loué n'est pas pleinement fonctionnel pendant la période d'utilisation en raison d'un problème de fonctionnement. Le temps de panne débute lorsque le Canada avise l'entrepreneur que le matériel loué n'est pas pleinement fonctionnel et prend fin lorsque le problème de fonctionnement a été corrigé et que l'entrepreneur avise le Canada du fait que le matériel loué est pleinement fonctionnel à moins que le Canada alors avise l'entrepreneur que le matériel loué n'est toujours pas pleinement fonctionnel.

1.2 Les mots et expressions définis dans les conditions générales et utilisés dans les présentes conditions générales supplémentaires ont le sens qui leur est donné dans les conditions générales, à moins d'indications contraires. Les articles intitulés « Droit de propriété » et « Garantie » qui font partie des conditions générales ne s'appliquent pas au matériel loué. Au lieu de ces articles, les dispositions relatives au droit de propriété et à la garantie contenues dans les présentes conditions générales supplémentaires s'appliquent au matériel loué.

- 1.3 En cas de divergence entre les conditions générales et les présentes conditions générales supplémentaires, les dispositions pertinentes des présentes conditions générales supplémentaires l'emportent.

2. État du matériel loué

Tout le matériel fourni par l'entrepreneur doit :

- A. être couramment offert dans le commerce; autrement dit, il doit être constitué d'équipement standard ne nécessitant aucun travail supplémentaire de recherche et de développement;
- B. être un modèle toujours produit par le fabricant au moment de la livraison;

3. Livraison

L'entrepreneur doit livrer le matériel loué à l'emplacement ou aux emplacements désigné(s) par le Canada au plus tard à la date de livraison. L'entrepreneur doit payer tous les coûts liés au remplacement de tout article endommagé pendant le transport vers la destination finale. L'entrepreneur reconnaît qu'aucun article ne sera considéré comme étant livré à la date de livraison s'il est endommagé ou autrement dans un état qui ne permet pas au Canada de commencer son processus d'acceptation. L'entrepreneur doit, au minimum, emballer le matériel loué conformément aux normes de l'industrie et inclure un bordereau d'emballage avec chaque expédition. L'entrepreneur doit également s'occuper du montage et du factage nécessaires pour la livraison du matériel loué. Tous les coûts liés à l'emballage, à l'expédition, au transport et à la livraison sont compris dans le prix du matériel loué.

4. Exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement

- 4.1 Si le contrat décrit les exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement, l'entrepreneur doit préparer l'emplacement pour la livraison ou l'installation, à ses propres frais, conformément à ces exigences et suffisamment d'avance pour être en mesure de respecter la date de livraison. Tous les coûts liés à la préparation particulière de l'emplacement sont compris dans le prix du matériel loué.
- 4.2 Si le contrat prévoit que c'est la responsabilité du Canada de satisfaire aux exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement, les dispositions suivantes s'appliquent au lieu de celles du paragraphe 4.1 ci-dessus :
- A. Le Canada doit préparer l'emplacement, à ses propres frais, conformément aux exigences décrites dans le contrat;
 - B. Si le contrat précise qu'il existe des exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement, mais qu'il ne les décrit pas, l'entrepreneur doit fournir au Canada une description complète de ces exigences immédiatement après la date du contrat ou, si la date de livraison est de plus de trente (30) jours après la date du contrat, au moins trente (30) jours avant la date de livraison. Si l'entrepreneur fournit au Canada la description des exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement à ce moment, et que ce dernier ne s'oppose à aucune des exigences de l'entrepreneur dans les dix (10) jours, le Canada doit préparer l'emplacement conformément à ces exigences. Si le Canada doit apporter des modifications parce que la description fournie par l'entrepreneur des exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement n'était pas complète ou exacte, l'entrepreneur doit rembourser tous les frais supplémentaires engagés par le Canada pour ce faire. L'entrepreneur garantit que, si le Canada prépare l'emplacement conformément aux exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement et en assure la maintenance, le matériel loué pourra fonctionner conformément aux spécifications dans l'environnement en question;

-
- C. Le Canada doit compléter les préparations particulières de l'emplacement et aviser l'entrepreneur que l'emplacement est prêt au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date de livraison, après quoi l'entrepreneur pourra effectuer l'inspection de l'emplacement à un moment acceptable pour le Canada. L'inspection qu'effectue l'entrepreneur ne dégage pas le Canada de l'obligation de préparer l'emplacement conformément aux exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement décrites dans le contrat; et
- D. Si le Canada ne prépare pas l'emplacement à temps, conformément aux exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement, sauf si le retard est causé par un événement qui échappe à la volonté du Canada, l'entrepreneur aura droit au remboursement de tous les frais supplémentaires qu'il peut démontrer il a raisonnablement et dûment engagés et qui résultent directement du retard.
- 4.3 Si le contrat ne décrit pas les exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement, les paragraphes 4.1 et 4.2 ne s'appliquent pas et l'entrepreneur garantit qu'aucune préparation particulière n'est nécessaire pour que le matériel loué fonctionne conformément aux spécifications.
- 5. Installation, intégration et configuration**
- 5.1 Sauf disposition contraire dans le contrat, l'entrepreneur doit déballer, assembler, installer, intégrer, raccorder et configurer tout le matériel loué à l'emplacement ou aux emplacements précisé(s) dans le contrat. Lorsque c'est nécessaire pour réaliser cette partie des travaux, l'entrepreneur doit fournir toutes les ressources requises pour le déménagement et l'installation, y compris, sans s'y limiter, le personnel, les matériaux d'emballage, les véhicules, les grues et les panneaux de protection des revêtements de sol. Après avoir complété cette partie des travaux, l'entrepreneur doit aviser par écrit le représentant du Canada sur place que le matériel loué est prêt à être utilisé.
- 5.2 L'entrepreneur doit fournir tous les matériaux nécessaires pour l'assemblage, l'installation, l'intégration, le raccordement et la configuration du matériel à l'emplacement ou aux emplacements précisé(s) dans le contrat de manière à ce qu'il soit prêt à être utilisé et accepté, y compris la fourniture et le raccordement de toutes les connexions à la source d'alimentation et de tous les autres services publics, câbles et accessoires ou fournitures nécessaires.
- 5.3 L'entrepreneur doit s'assurer que les aires de travail sont propres et ordonnées à la fin de chaque jour de travail et une fois les travaux complétés, ce qui comprend le retrait et l'élimination de tous les matériaux d'emballage.
- 5.4 Tous les coûts liés aux travaux décrits dans cet article sont compris dans le prix du matériel loué.
- 6. Documentation relative au matériel**
- 6.1 L'entrepreneur doit fournir au Canada la même documentation relative au matériel loué qu'il fournit aux autres acheteurs de matériel similaire et y inclure toutes les révisions qui y ont été apportées et tous les suppléments connexes en vigueur à la date de livraison. La documentation relative au matériel loué doit au moins comprendre toute la documentation mise à la disposition des consommateurs par le fabricant du matériel concernant les spécifications techniques du matériel loué et les consignes d'utilisation nécessaires au fonctionnement du matériel loué.

-
- 6.2 L'entrepreneur garantit que la documentation relative au matériel loué qu'il fournit renferme suffisamment de renseignements pour permettre au Canada d'utiliser le matériel loué et de mettre toutes ses fonctions à l'essai.
- 6.3 Si l'entrepreneur est tenu de fournir la documentation concernant la maintenance conformément au contrat, il garantit que la documentation relative au matériel loué renferme suffisamment de renseignements pour permettre au Canada, ou à une personne autorisée par celui-ci, d'entretenir et de réparer le matériel loué de façon appropriée et de le mettre à l'essai à cette fin.
- 6.4 L'entrepreneur doit livrer au Canada la documentation relative au matériel loué en même temps que le matériel loué. Si plusieurs unités sont livrées, sauf disposition contraire dans le contrat, l'entrepreneur doit fournir un ensemble complet de la documentation relative au matériel loué avec chaque pièce de matériel.
- 6.5 Si des modifications sont apportées au matériel loué pendant la période du contrat, l'entrepreneur doit mettre à jour la documentation relative au matériel loué, sans frais supplémentaires pour le Canada. L'entrepreneur doit fournir ces mises à jour dans les dix (10) jours suivant la mise en disponibilité des mises à jour par le fabricant. Si elles sont disponibles auprès du fabricant, les mises à jour doivent comprendre la documentation de soutien précisant les problèmes résolus, les améliorations apportées, ainsi que les nouvelles fonctions, et comprenant toutes les consignes d'installation nécessaires.
- 6.6 Malgré toute disposition des conditions générales concernant les droits d'auteur, les droits d'auteur de la documentation relative au matériel loué n'appartiendront pas au Canada et ne lui seront pas transférés. Toutefois, le Canada a le droit d'utiliser la documentation relative au matériel loué et peut, à ses propres fins internes, la copier pour l'usage des personnes qui utilisent le matériel loué, ou qui sont chargées du soutien du matériel, pourvu que le Canada inscrive les avis de droit d'auteur et de droit de propriété contenus dans le document original.
- 6.7 Sauf disposition contraire dans le contrat, la documentation relative au matériel loué doit être fournie en anglais et en français. Si le contrat prévoit que la documentation relative au matériel loué doit être fournie dans une seule des langues officielles du Canada, le Canada a le droit de la traduire pour ses propres fins. Toute traduction appartient au Canada et il n'a aucune obligation de la fournir à l'entrepreneur. Le Canada doit inscrire dans la traduction tous les avis de droit d'auteur et de droit de propriété contenus dans le document original. L'entrepreneur ne peut être tenu responsable des erreurs techniques qui se produisent en raison d'une traduction faite par le Canada.
- 7. Acceptation**
- 7.1 Le matériel loué, y compris tous les travaux connexes, est assujéti à l'acceptation du Canada. Au cours de son processus d'acceptation, le Canada peut tester chaque fonction du matériel loué pour déterminer si elle est conforme aux spécifications. Si les travaux ou une partie des travaux ne satisfont pas aux exigences du contrat, le Canada a le droit de les refuser ou d'en exiger la rectification aux frais de l'entrepreneur avant de les accepter. Aucun paiement pour le matériel loué n'est exigible en vertu du contrat si le matériel loué n'est pas accepté.
- 7.2 L'acceptation du Canada ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité, à l'endroit des défauts du matériel loué ou des autres défauts, de respecter les exigences du contrat, ni de ses obligations contractuelles en matière de garantie et de maintenance.

7.3 Les procédures d'acceptation sont les suivantes :

- A. une fois le matériel loué prêt à être utilisé, l'entrepreneur doit en aviser l'autorité contractante, par écrit, en mentionnant la présente disposition du contrat et en demandant l'acceptation des travaux;
- B. le Canada disposera de trente (30) jours pour exécuter les procédures d'acceptation (la «période d'acceptation»);
- C. si le Canada envoie un avis de défectuosité pendant la période d'acceptation, l'entrepreneur doit rectifier la défectuosité dès que possible et aviser le Canada, par écrit, lorsque les travaux sont complétés. À ce moment, le Canada aura le droit d'effectuer une nouvelle inspection des travaux et la période d'acceptation recommencera.

8. Droit de propriété sur le matériel loué

- 8.1 L'entrepreneur demeure propriétaire de tout le matériel loué, sauf si le Canada exerce l'option d'achat du matériel loué contenue dans le contrat ou qu'il achète le matériel loué selon une entente distincte.
- 8.2 Si le contrat contient une option d'achat du matériel loué ou d'une partie de celui-ci, le Canada deviendra propriétaire de ce matériel loué à la date à laquelle il exerce cette option, ou la date déterminée par le Canada lorsqu'il exerce l'option, le cas échéant. Une fois qu'il devient propriétaire du matériel, le Canada assume le risque de perte ou d'endommagement du matériel acheté. Lorsque le Canada devient propriétaire, aucun autre paiement pour la location n'est exigible en vertu du contrat pour le matériel loué acheté.

9. Période de location

- 9.1 La période de location débute le jour de l'acceptation du matériel et se termine à son expiration conformément au contrat, sauf s'il y a résiliation selon le contrat (période de location).
- 9.2 Sauf disposition contraire dans le contrat, si le contrat permet la location d'éléments supplémentaires pendant la période du contrat, sans égard au moment où ces éléments deviennent partie du matériel loué, la période de location pour tout le matériel loué se terminera à la date à laquelle expire la période de location du premier élément de matériel loué en vertu du contrat.
- 9.3 Si le premier jour de la période de location ne coïncide pas avec le premier jour d'un mois civil, les frais relatifs au premier et au dernier mois du contrat de location correspondent à une partie des frais mensuels prévus, calculée par multiplication du nombre de jours du mois au cours desquels le contrat de location est en vigueur par 1/30 des frais mensuels en vigueur en vertu du contrat à ce moment-là.

10. Garantie pour le matériel loué

- 10.1 Même si le Canada a accepté le matériel loué, l'entrepreneur garantit que, pendant la période de location, qui est aussi la «période de garantie du matériel», le matériel sera dépourvu de tout vice de matériaux et de construction, ainsi que de tout défaut de conception et qu'il sera conforme à tous points de vue aux exigences du contrat, y compris les spécifications.

-
- 10.2 La présente garantie ne s'applique pas à un élément spécifique du matériel loué si la seule cause de la non-conformité aux exigences du contrat est l'une des suivantes :
- A. le Canada est négligent ou n'utilise pas le matériel loué conformément aux spécifications;
 - B. le système d'électricité, de climatisation ou de contrôle d'humidité à l'emplacement ne fonctionne pas conformément aux exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement décrites dans le contrat;
 - C. une personne autre que l'entrepreneur, un sous-traitant ou une personne autorisée par l'un ou l'autre de ceux-ci modifie le matériel loué ou ajoute au matériel loué de l'équipement qui n'a pas été conçu ou approuvé pour être utilisé avec celui-ci par l'entrepreneur, un sous-traitant ou le fabricant; ou
 - D. le Canada utilise à l'intérieur ou à l'extérieur du matériel loué des fournitures ou matériaux consommables qui sont fournis par une personne autre que l'entrepreneur ou un sous-traitant, alors que ces fournitures ou matériaux consommables ne sont pas conformes aux spécifications ou aux directives du fabricant du matériel loué destinées aux consommateurs.
- 10.3 L'entrepreneur doit fournir le service de maintenance du matériel loué pendant toute la période de garantie. Tous les frais liés à la fourniture du service de maintenance du matériel pendant la période de garantie du matériel sont compris dans le taux de location du matériel. L'entrepreneur doit continuer de fournir le service de maintenance du matériel pour toute pièce de matériel loué réparée, remplacée ou remise en état dans le cadre du service de maintenance du matériel pendant le reste de la période de garantie du matériel qui s'appliquait à la pièce de matériel originale.

11. Résiliation du contrat de location pour raisons de commodité

- 11.1 L'article des conditions générales intitulé «Résiliation pour raisons de commodité» ne s'applique pas à la location du matériel et est remplacé par la présente disposition.
- 11.2 Malgré toute disposition contraire dans le contrat, le Canada peut résilier le contrat de location à l'égard du matériel loué ou de tout élément de celui-ci en tout temps pendant la période de location en donnant à l'entrepreneur un préavis de soixante (60) jours.
- 11.3 Si l'autorité contractante émet un avis de résiliation en vertu du paragraphe 11.2, les seuls paiements auxquels l'entrepreneur aura droit à la suite de la résiliation sont les suivants:
- A. les frais de location mensuels qui se rapportent au matériel loué ou à l'élément visé par la résiliation, jusqu'à la date de résiliation, calculés sur une base proportionnelle si la date de résiliation ne correspond pas avec la fin du mois; et
- B. les frais de résiliation du contrat de location, s'ils sont précisés au contrat.
- 11.4 Malgré le paragraphe 11.3, le total du montant auquel l'entrepreneur aura droit à la suite de la résiliation, en vertu du paragraphe 11.3 et des montants qui lui ont déjà été versés pour la location du matériel, ne peut dépasser le total du prix contractuel à l'égard de la location du matériel ou, en cas de résiliation partielle, de la partie du prix contractuel applicable à la partie du contrat de location visée par la résiliation.

12. Risque de destruction ou d'endommagement du matériel loué

- 12.1 L'entrepreneur accepte d'assumer les risques de perte ou d'endommagement du matériel loué au cours du transport et de l'installation et pendant toute la période au cours de laquelle le Canada en a la possession, sauf lorsque la perte ou l'endommagement est causé par la négligence du Canada ou d'une personne agissant en son nom.
- 12.2 Si le matériel loué est perdu ou endommagé pendant la période de location, sauf lorsque la destruction ou l'endommagement est causé par le Canada ou une personne agissant en son nom, le Canada n'est pas tenu de payer les frais de location pendant la période nécessaire pour que l'entrepreneur répare ou remplace le matériel loué et, au choix du Canada, la période de location sera prolongée pendant une période de temps égale à la durée des travaux de réparation ou de remplacement par l'entrepreneur. Si le matériel loué n'est pas disponible pendant une période de plus de trente (30) jours, le présent paragraphe n'empêche pas le Canada de résilier le contrat pour manquement.

13. Modifications apportées au matériel loué

Le Canada convient de ne pas apporter de modifications au matériel loué sans l'approbation écrite préalable de l'entrepreneur et ce dernier ne peut refuser son consentement sans motif valable.

14. Désinstallation et retrait du matériel loué

- 14.1 L'entrepreneur doit désinstaller et enlever le matériel loué le plus tôt possible après l'expiration ou la résiliation du contrat de location. Si la période de location est différente pour différents éléments du matériel loué, cette obligation s'applique à chaque élément du matériel loué. L'entrepreneur doit fournir toutes les ressources nécessaires à cette fin, y compris les grues, et doit s'occuper du transport, du montage et du factage nécessaires pour le retrait du matériel loué des locaux du Canada. Tous les frais liés à la désinstallation, au retrait et au transport jusqu'à l'établissement de l'entrepreneur sont compris dans les taux de location.
- 14.2 Si l'entrepreneur ne désinstalle pas ou n'enlève pas le matériel loué dans les trente (30) jours de la fin ou la résiliation du contrat de location, le Canada, à son choix, deviendra automatiquement propriétaire du matériel loué ou pourra faire des arrangements pour désinstaller et enlever le matériel loué, aux frais de l'entrepreneur. Le Canada pourra déduire ce montant de tout paiement dû à l'entrepreneur en vertu du contrat ou autrement.

15. Jouissance paisible

L'entrepreneur garantit qu'il est pleinement autorisé à louer le matériel au Canada. L'entrepreneur garantit également que, pendant la période de location, si le Canada exécute ses obligations découlant du contrat, le Canada pourra utiliser le matériel loué de façon illimitée sans entrave de la part de l'entrepreneur, ou de toute personne agissant en son nom ou à laquelle il a accordé des droits, sauf lorsque l'entrepreneur assure le service de maintenance du matériel loué en vertu du contrat.

16. Droit de retenir les paiements de location

Si l'entrepreneur ne remplit pas ses obligations en vertu du contrat, le Canada peut, en plus des autres droits dont il dispose, dont celui de résilier le contrat pour manquement, retenir les paiements de location du matériel loué jusqu'à ce que le manquement soit corrigé. L'autorité contractante peut exercer ce droit en donnant à l'entrepreneur un avis dans lequel la raison du manquement est décrit.

ANNEXE «C»**ÉTABLISSEMENT DES PRIX**

IMPORTANT: les surcharges doivent être incluses à l'établissement des prix unitaires ci-bas, c'est-à-dire les matières et matériaux dangereux, la surcharge liée au carburant, ainsi que celle liée à la conformité environnementale.

1. Taux de location de matériel**1.1 Remorques de tubes d'hydrogène – Taux de location**

Nota : La quantité une servira pour l'évaluation du prix total de cet article.
Les détails relatifs à chaque site se trouvent à l'annexe "A"

Taux mensuel fixe (\$/mois)				
Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
\$	\$	\$	\$	\$

1.2 Emballages en vrac d'hydrogène – Taux de location

Nota : La quantité une servira pour l'évaluation du prix total de cet article.
Les détails relatifs à chaque site se trouvent à l'annexe "A"

Taux mensuel fixe (\$/mois)				
Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
\$	\$	\$	\$	\$

2. Hydrogène gazeux**2.1 Prix de l'hydrogène gazeux**

Prix unitaire (\$ / scf)				
Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
\$	\$	\$	\$	\$

Contractor to verify all dimensions & conditions on site and immediately notify the engineer of all discrepancies.

[illegible]

project project
**CPFC BULK HYDROGEN
 DISTRIBUTION**

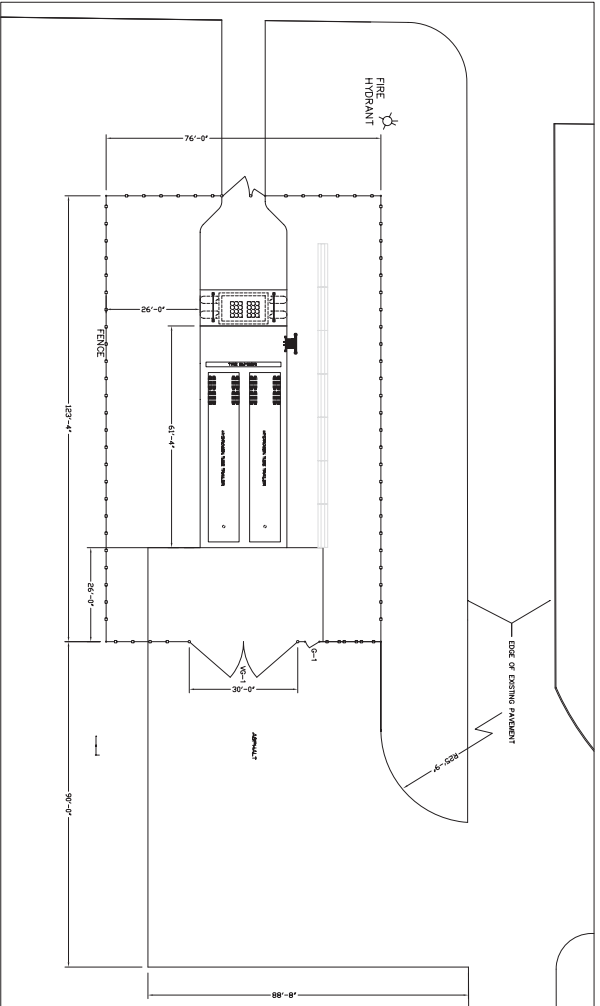
MONTREAL ROAD CAMPUS

drawing dossi

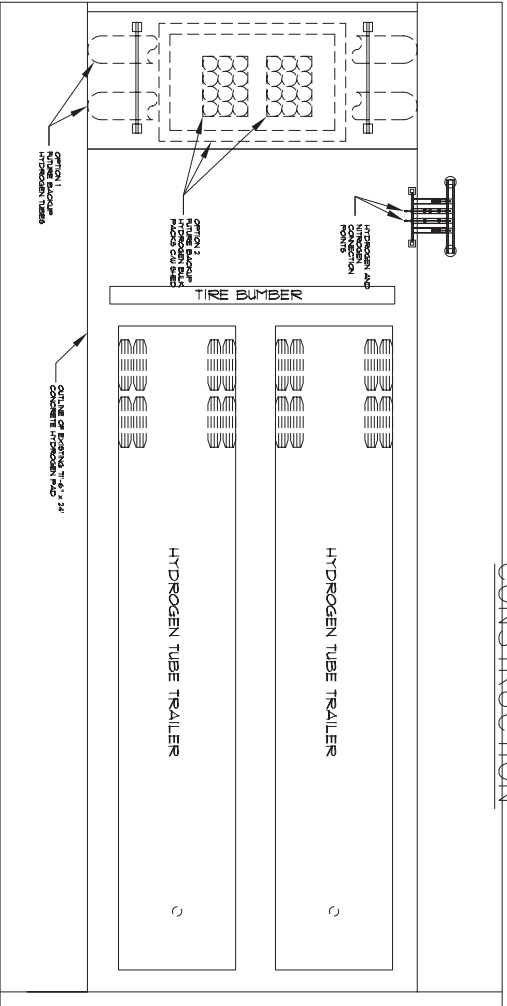
GENERAL HYDROGEN AND NITROGEN LAYOUT

Project Manager	Tender	TENDER	Asst Directeur de projet
Proj. no.			
D.1. no.			
Designed By	R.G.C		Comp. par
Date	2013/04/08		Verifimods
Drawn By	R.G.C		Dessiné par
Date	2013/04/08		Verifimods
Reviewed By	R.V		Examiné par
Date	2013/04/08		Verifimods
Approved By	R.V		Approuvé par
Date	2013/04/08		Verifimods
			Sourcés

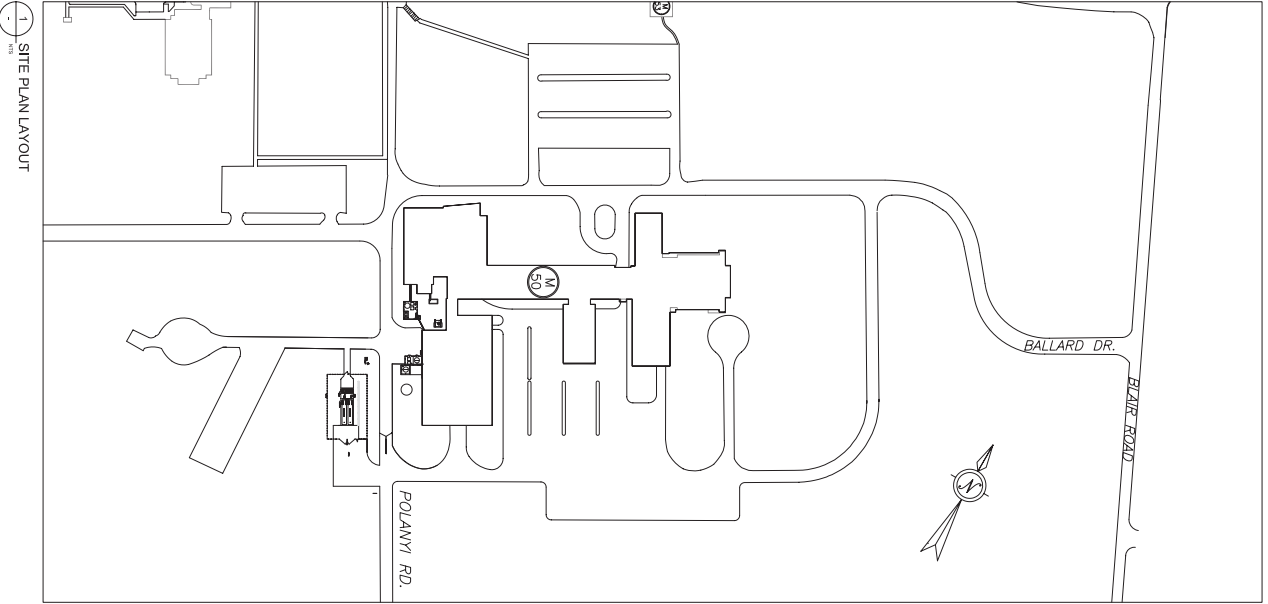
Drawing no. No. du dessin
3613-C01-05-13



2 HYDROGEN ENCLOSURE LAYOUT



3 PROPOSED PAD LAYOUT



1 SITE PLAN LAYOUT

PWGSC A1 (B41X224)